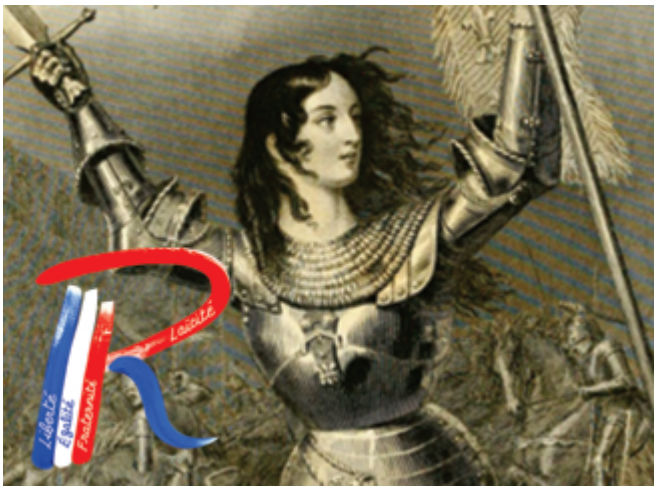
Tsipras trahit le vote de son peuple comme de vulgaires Sarkozy ou Hollande

écrit par Paul Le Poulpe | 11 juillet 2015



Dès 7 heures ce vendredi matin, quelques heures après le dépôt des propositions du gouvernement Tsipras au Mécanisme Européen de Stabilité, notre chef twitter résumait la situation, sans tourner autour du pot « Il est fort, Tsipras, il propose jeudi ce que son peuple a refusé dimanche. Comme Sarkozy, il prend son peuple pour des cons ».

Le moins qu'on puisse dire est que les mesures économiques qui seront imposées au Grecs, qui les avaient refusées, vont être difficiles à faire avaler à un peuple qui a voté massivement, à 61 %, pour le contraire.

http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-alexis-tsipras-propose-une-capitulation-aux-creanciers-491188.html

Au-delà de cette question, on ne peut que demeurer circonspect quant à la stratégie de Tsipras et des ses copains. Accordons-lui le fait d'avoir pris de court les dirigeants de l'Union européenne en soumettant au vote les dernières propositions que faisaient la troïka (FMI, BCE et Commission européenne). Contrairement à un de ses prédécesseurs, Papandréou, qui lui

aussi avait annoncé un référendum, en novembre 2011, mais qui s'était couché sous la pression de Sarkozy et de Merkel (et le silence complice des socialistes), lui a eu le courage de demander son avis au peuple.

Mais c'est là que les choses se compliquent. Car il y avait deux solutions, pour Tsipras. Ou bien il souhaitait être battu, et sortir par la grande porte. Lui qui défendait le vote « non » aurait pu jouer une partition démocratique, apparaître plus radical que ses électeurs, et surtout laisser ses successeurs se salir les mains en appliquant les mesures d'austérité que lui, Tsipras, avaient combattues.

Deuxième hypothèse, il avait dans sa besace le plan B, qui consistait à sortir de l'euro. C'était la seule partition possible. Or, manifestement, Tsipras (comme un vulgaire Mélenchon) n'a jamais voulu envisager une telle solution, continuant de se dire européiste.

Résultat, le lundi matin, il était à poil, prisonnier d'un vote qu'il avait impulsé, face à ses dix-huit créanciers qui n'avaient plus envie de lui faire le moindre cadeau, au-delà des bafouillements d'un Hollande totalement transparent sur ce dossier. Certes, comme dans toute négociation, il savait que ses interlocuteurs lui laisseraient quelques portes de sortie, histoire de ne pas l'humilier inutilement. Mais la première décision de Tsipras, dès lundi matin, de sacrifier son ministre des Finances, Varoufakis, signifiait bien qu'il irait à Canossa.

Le constat est donc que, depuis dix ans, tous les référendums, en Europe, sont trahis par les dirigeants. En 2005, Français et Hollandais ont voté « non », et le traité de Lisbonne a tout de même été signé par les socialistes et la droite dans tous les pays européens. Même quand les Suisses votent pour la limitation de l'immigration, ou pour la reconduite immédiate aux frontières des délinquants étrangers, le Conseil fédéral, sous la pression de l'Union européenne,

n’applique pas les décisions des électeurs. Quant aux Grecs, il n’aura fallu que quatre jours à Tsipras pour proposer aux institutions européennes le contraire du vote qu’il avait impulsé à ses compatriotes.

Le pire pour lui, et on peut penser que les libéraux européens ne vont pas bouder leur plaisir, est que cela sera un gouvernement issu de la gauche de la gauche, par ailleurs immigrationniste fou, qui va imposer des mesures d’austérité au peuple, et va subir de plein fouet les conséquences d’une politique forcément impopulaire et très douloureuse pour les classes populaires.

Imaginez en France Mélenchon au pouvoir, faire passer la TVA à 23 %, la retraite à 67 ans, diminuer les avantages fiscaux outre-mer et tailler dans les effectifs de la fonction publique, et vous avez à peu près ce qui attend Tsipras.

Faut-il rappeler, d’autre part, une autre bombe à retardement qui menace le nouveau pouvoir grec : l’immigration. Dans un pays de 11 millions d’habitants, pratiquement en cessation de paiement, on compte 2 millions d’étrangers, dont 1 millions de clandestins.

http://www.slate.fr/story/56943/grece-immigration

On attend avec impatience l’attitude du peuple grec, quand il verra, en période de chômage de masse, la démagogie gauchiste du gouvernement avec les nouveaux venus, et les restrictions budgétaires qu’il imposera à ses compatriotes.

La conséquence de cette partie de poker menteur qu’a impulsée Tsipras est que, dans l’euro, il n’y a point de salut pour les peuples.

Paul Le Poulpe